



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 22/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FRIGOPOLIS**

ZAC de Gabardie  
1 Impasse Marthe Condat  
31200 Toulouse

Références : 2025 - 308  
Code AIOT : 0006809361

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2025 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 25/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été programmée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRIGOPOLIS
- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés GEM froid) par arrêté préfectoral du 01/09/2014. Il relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite «Directive IED», au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE. Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froid qui consiste à démanteler les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs.

Les opérations de broyage, qui constituent la deuxième phase de traitement, sont effectuées sous atmosphère inerte (azote) du fait de la libération du pentane contenu dans les mousses isolantes des GEM Froid. Les fluides réfrigérants sont aspirés et récupérés par un système de cryocondensation à l'azote. Les résidus issus des opérations de broyage (plastiques, métaux ferreux et non ferreux, pellets) sont ensuite criblés et triés, puis stockés avant évacuation vers les différentes filières de valorisation.

L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose de plusieurs sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisés dans le recyclage des DEEE, VHU, ferrailles et métaux.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Fluides frigo/SAO/GESF
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
4	Détection et protection incendie de l'installation de broyage	AP Complémentaire du 01/09/2014, article 7.3.4.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens de lutte incendie	AP Complémentaire du 01/09/2014, article 7.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Rétention et	AP Complémentaire du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	confinement	01/09/2014, article 7.5.1 – V	l'exploitant	
7	Mesures comparatives	AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Distances éloignement îlots de stockage GEM en attente de dépollution	AP Complémentaire du 25/10/2021, article Annexe III	Demande d'action corrective	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Tracabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.2.3.	Sans objet
9	Surveillance des niveaux sonores	AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.2.4.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a mis en évidence 7 faits non conformes (demandes d'action corrective et/ou demandes de justificatifs) relatifs à :

- des éléments sont manquants dans le Plan de Défense Incendie du site ;
- un exercice incendie a bien été réalisé mais le compte rendu associé est trop succinct ;
- de nombreux justificatifs sont manquants quant à la mise en place, au bon fonctionnement et au contrôle des équipements de détection et de protection incendie de l'installation de broyage ;
- les derniers rapports des contrôles des moyens de lutte incendie n'ont pas été présentés ;
- les besoins en rétention du site n'ont pas été justifiés par l'exploitant ;
- les mesures comparatives ne sont pas réalisées sur les mesures en continue réalisées sur l'installation de broyage
- au respect des quantités de GEM stockés en attente de dépollution dans le bâtiment.

L'exploitant a été informé des suites susceptibles d'être données à l'issue de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le Plan de Défense Incendie (PDI) du site. Quelques éléments sont manquants et doivent être ajoutés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la pompe de relevage automatique (déclenchement par un niveau haut) présente au niveau de la "phase 0" doit figurer sur le plan de situation ;</li><li>- pour ce qui est de l'obturateur, il faudrait idéalement préciser qu'il fonctionne de façon</li></ul>

<p>manuelle ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le plan d'intervention doit être complété avec la mention des zones ATEX et du sprinklage au niveau de la zone des pellets ;</li> <li>- la procédure relative au sprinklage doit être intégrée au PDI.</li> </ul> <p>Une fois le PDI mis à jour, il doit être transmis au SDIS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter son PDI avec les éléments ci-dessus. Une fois mis à jour, il doit être transmis au SDIS.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Maîtrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Le compte-rendu du dernier exercice incendie, réalisé sur le site, a été consulté le jour de la visite. L'exercice date du 25/02/2025.</p> <p>Le compte rendu est trop succinct et ne se base pas du tout sur le PDI mis en place.</p> <p>Le scénario de départ de feu testé, les actions des agents présents ainsi que le retour d'expérience ne sont pas développés.</p> <p>Un autre exercice doit être réalisé dans les deux mois et faire l'objet d'un compte-rendu détaillé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions suivantes.</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un logiciel interne permet de tracer toutes les entrées et sorties de déchets.</p> <p>Les tonnages des déchets stockés sur site du type ferrailles, plastiques et compresseurs sont connus en réel au jour le jour.</p> <p>Pour ce qui est des déchets broyés, un agent remplit manuellement tous les matins le nombre de frigos broyés. Un ratio permet de déduire une estimation des tonnages des déchets broyés.</p> <p>Une caractérisation est réalisée annuellement pour réajuster les ratios pris en compte, si nécessaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Détection et protection incendie de l'installation de broyage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 7.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de broyage est dotée d'un système de mesure en continu de la teneur en pentane et oxygène au niveau du système d'aspiration des fluides frigorigènes issus du procédé de broyage,</p>

ainsi qu'au niveau de la presse à pelletiser.

Une alarme prévient du dépassement de la concentration correspondant à 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE). Le dépassement de ce premier seuil force l'injection d'azote dans la chambre de broyage et interdit l'alimentation du broyeur en GEM F.

Un second seuil est programmé à 40 % de la LIE. Le dépassement de ce dernier déclenche une alarme, force l'injection d'azote dans la chambre de broyage et arrête complètement l'installation.

Les capteurs pentane et oxygène sont doublés (redondance de détection), de technologie et de fabricants différents pour pallier à un défaut de mode commun. L'ensemble de ces capteurs pentane et oxygène est étalonné toutes les semaines par la maintenance interne et semestriellement par un organisme extérieur.

Le système de mesure ainsi que les dispositifs d'alarme et d'arrêt seront à sécurité positive : en cas de non-fonctionnement, même partiel, d'un de ces équipements, l'installation de broyage ne pourra pas fonctionner.

Un système de détection de départ de feu / explosion et d'extinction automatique est placé au-dessus de la zone de broyage (déclenchement d'un noyage par mousse pour contenir tout départ de feu).

Trois sondes de Pitot sont installées sur le réseau d'air. Une sur le circuit avant filtre manche, une sur la canalisation vers le granulateur, la dernière sur la canalisation alimentant le duocondex. Le débit avant filtre manche doit être égal à la somme des débits 'granulateur', 'presse pellets', 'duocondex'. Si la somme des valeurs est <10 % à la valeur cible, le filtre manche est décolmaté. Au bout de trois décolmatages, si la valeur est toujours <10 % à la valeur cible, l'installation est arrêtée pour maintenance ou remplacement du filtre manche. Ces sondes de Pitot sont étalonnées annuellement par le constructeur ou par un organisme certifié.

La canalisation transportant le gaz extrait par la presse à pellets vers le duocondex est soudée et équipée d'une lyre de dilatation.

Une vis sans fin réfrigérée est installée pour abaisser la température des pellets en sortie de traitement.

L'ensemble de ces dispositifs est installé dès le redémarrage des activités.

#### **Constats :**

L'inspection a pu constater lors de la visite que le tableau de commande de la zone de broyage affiche bien :

- les niveaux de pentane et O<sub>2</sub> au niveau du procédé de broyage ;
- le niveau d'O<sub>2</sub> au niveau de la presse.

La teneur en pentane n'est a priori pas mesurée au niveau de la presse.

Pour ce qui est des seuils de dépassement (20 % et 40 % de la LIE), l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter des éléments pour justifier de leur mise en place / de leur bon fonctionnement.

L'exploitant n'a pas précisé non plus si les capteurs étaient doublés.

Une maintenance en interne est mise en place pour les capteurs présents mais sans justificatif associé.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé à l'inspection que l'organisme extérieur qui réalise l'étalonnage se situe en Allemagne et n'intervient qu'une fois par an.



<p>Concernant la mise en place des dispositifs d'alarme et d'arrêt à sécurité positive, aucun justificatif n'a été présenté le jour de l'inspection.</p> <p>Le système de détection de départ de feu / d'explosion et d'extinction automatique au dessus de la zone de broyage est bien en place selon l'exploitant mais n'a pas été vu lors de la visite.</p> <p>L'exploitant n'a fourni aucun élément pour la justification de la conformité aux prescriptions relatives aux sondes Pitot.</p> <p>Enfin, la vis sans fin a bien été vue lors de la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier que l'ensemble des équipements listés ci-dessus est bien présent sur l'installation et fonctionnel (transmettre, pour chaque dispositif, les derniers rapports de contrôle et d'étalonnage faits en interne ou par un organisme extérieur).</p> <p>L'exploitant doit également transmettre des photos pour les équipements non vus en visite.</p> <p>Pour ce qui est des éléments de sécurité intégrés au process (dépassements des LIE, les dispositifs d'alarme et d'arrêt à sécurité positive, dépassement du seuil pour décolmatage du filtre à manche, etc.), des justificatifs de leur mise en place et de leur efficacité doivent être transmis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Moyens de lutte incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 7.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>- de plusieurs poteaux incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil. Le débit disponible grâce à ce réseau est d'au minimum 160 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, les prises de raccordement de celui-ci sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours) ;</li> <li>- dès le redémarrage des activités, d'une réserve d'eau d'au moins 160 mètres cubes destinée à l'extinction. Elle est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 80m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier à l'inspection la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de</li> </ul>

ce stockage;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- dès le redémarrage des activités, d'une réserve d'émulseur à disposition des secours d'environ 3 m<sup>3</sup> ;
- d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique secours pour l'abri stockage pellets décrit à l'article 7.3.5.;
- d'un dispositif de détection de départ de feu et d'une extinction automatique pour l'installation de broyage décrit à l'article 7.3.4.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi communément par les exploitants présents dans la zone d'activité en collaboration avec les services d'incendie et de secours.

Le positionnement de la réserve incendie et du 3e poteau incendie restant à installer est décidé en collaboration avec les services d'incendie et de secours.

#### **Constats :**

Le site dispose bien d'un moyen permettant d'alerter les secours (le téléphone).

Les plans des locaux sont affichés à l'accueil.

Les dangers identifiés pour chacune des zones sont répertoriés dans le Plan de défense incendie du site.

L'installation est équipée de deux poteaux incendie internes, dont un raccordé à une bache incendie, et d'un poteau externe.

Les deux poteaux incendie internes ainsi que la bache ont été vus en visite. La bache a bien une capacité de 160 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a précisé que le deuxième poteau interne a un débit de 158 m<sup>3</sup>/h sous une pression à 1bar. Les derniers rapports de contrôle de débits n'ont pas été présentés à l'inspection. Le respect de la distance entre les poteaux et vis-à-vis des installations n'a pas pu être estimé le jour de la visite.

Pour ce qui est de la réserve d'émulseur, elle n'est plus à disposition, le SDIS ayant expliqué à l'exploitant qu'elle n'était plus utile.

Le dispositif de détection de départ de feu et d'extinction automatique au niveau du stockage de pellets a bien été vu en inspection.

Néanmoins, l'inspection n'a pas vu le dispositif d'extinction automatique au niveau de l'installation de broyage.

En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les derniers rapports de contrôle des

moyens de lutte incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre les derniers rapports de contrôle de l'ensemble des moyens de lutte incendie du site et les éléments justifiant la présence du dispositif d'extinction automatique au niveau de l'installation de broyage. En complément, les contrôles de débit des poteaux incendie (internes et externe) doivent également être envoyés. Les distances entre chacun des poteaux et vis-à-vis des installations doivent être précisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Rétention et confinement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 7.5.1 – V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur la partie de l'extension, par un bassin de 550 m3 équipé d'une vanne manuelle et d'un obturateur automatique permettant la mise en rétention complète de la zone ;</li> <li>- sur la zone existante, par l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales par une vanne.</li> </ul> Les surfaces imperméabilisées peuvent conserver en surface environ 800 m3 d'eau.  Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  L'inspection a bien constaté la présence du bassin, à l'entrée du site. Une vanne manuelle est bien présente. Néanmoins, l'obturateur automatique n'a pas été vu.  Pour ce qui est de la zone existante, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la conformité à la prescription susvisée. Les besoins en eau et en rétention doivent être recalculés et justifiés par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les besoins en eau et en rétention doivent être recalculés et justifiés par l'exploitant. Par ailleurs, l'exploitant doit justifier de la mise en place d'un obturateur automatique au niveau du bassin, à l'entrée du site.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 7 : Mesures comparatives

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité (mesure en continu des concentrations en pentane, R11 et R12 au niveau du broyeur), afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance.</p> <p>Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure, le jour de la visite, de justifier que les mesures comparatives mentionnées dans l'article susvisé étaient bien réalisées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier la conformité à la prescription susvisée (mise en place de mesures comparatives).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit respecter les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau de surveillance interne au site composé de 3 piézomètres, 1 en amont et 2 situés en</li> </ul>

<p>aval hydraulique, doit être mis en place sur le site de la société FRIGOPOLIS avant la fin de l'année 2014. Le choix de leur emplacement sera soumis à l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une fois par semestre au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe, sur les 3 ouvrages cités précédemment pendant au moins 5 ans. Au-delà de cette période, la périodicité du contrôle pourra être réévaluée en fonction des résultats d'analyse obtenus ;</li> <li>- l'eau prélevée doit faire l'objet de mesures a minima sur les paramètres suivants : pH, conductivité, O2, potentiel red/oxhydrocarbures totaux, PCB et métaux lourds.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le tableau de suivi des analyses réalisées deux fois par an. Ces résultats n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p> <p>Le plan de localisation des piézomètres et les derniers résultats doivent être transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le plan de localisation des piézomètres et les derniers résultats doivent être transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Surveillance des niveaux sonores**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2014, article 8.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté le jour de la visite le dernier rapport de la surveillance des niveaux sonores de l'installation. Ce rapport date de novembre 2024.</p> <p>Les résultats sont conformes aux seuils réglementaires.</p> <p>Ce rapport doit être transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Le rapport de la surveillance des niveaux sonores doit être transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Distances éloignement îlots de stockage GEM en attente de dépollution****Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/10/2021, article Annexe III**Thème(s) :** Risques accidentels, Distances éloignement îlots**Prescription contrôlée :**

îlots	Dimensions des îlots	Distances minimales des îlots
1	L = 22 m - l = 10 m	Grand côté : 8 m Petit côté : 6,5 m
2	L = 18 m - l = 8 m	Grand côté : 8 m Petit côté : 6 m
3	L = 30 m - l = 5 m	Grand côté : 8,5 m Petit côté : 5 m
4	L = 18 m - l = 10 m	Grand côté : 8 m Petit côté : 6,5 m
5	L = 15 m - l = 7 m	Grand côté : 7,5 m Petit côté : 5,5 m
6	L = 26 m - l = 6 m	Grand côté : 8,5 m Petit côté : 5 m

\* Les îlots de stockage des GEM froid en attente de dépollution sont éloignés les uns des autres des distances minimales suivantes ainsi que de tout autre stockage de matière combustible.

**Leurs emplacements sont matérialisés par un marquage pérenne au sol.**

**Constats :**

L'inspection a bien identifié 7 îlots de stockage de GEM en attente de dépollution le jour de la visite conformément au plan de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 25/10/21.

Les dimensions des îlots sont bien respectées : les îlots sont délimités par un marquage au sol et les stockages ne dépassent pas ces limites. L'inspection constate tout de même que le marquage pour l'îlot n°2 n'est plus visible par endroit et qu'il doit être repris.

A noter que les dimensions pour l'îlot 3 (voir prescription ci-dessus) concerne en fait deux zones

de stockages extérieures dont les dimensions sont identiques.

L'inspection a également constaté lors de la visite que les zones de stockage temporaires des GEM, dans le bâtiment, étaient assez conséquentes : l'exploitant a précisé qu'au vu de la canicule en cours le jour de la visite, l'équipe de l'après-midi travaillait de façon exceptionnelle en soirée, ce qui explique les stockages importants en attente de traitement dans le bâtiment.

L'inspection note donc ce fonctionnement en "mode dégradé", qui ne doit être que provisoire et exceptionnel. L'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 jours, les éléments justifiant du respect des quantités de GEM stockés en attente de dépollution dans le bâtiment.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le marquage au sol pour l'îlot n°2 n'est plus visible par endroit et doit être repris.

L'exploitant doit transmettre sous un délai de 3 jours, les éléments justifiant du respect des quantités de GEM stockés en attente de dépollution dans le bâtiment.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 jours